

Conferinta privind viitorul Uniunii Europene

20 mai 2002

Invitat: Jean Nestor,

vice-presedinte al Asociatiei „Notre Europe”, raportor al grupului Braibant

On comprend dès le début qu'on aurait pu traiter un sujet comme: peut-il y avoir des positions communes entre la France et la Roumanie et je trouvais que c'était un sujet impossible à traiter. Impossible à traiter parce qu'il y a des rapports d'amitié étroits entre nos pays qui sont encore manifestés lorsque Hubert Védrine a rappelé que tous les pays candidats étaient sur la même ligne de départ et qu'il n'était pas question à ce stade à faire des différences. Il exprimait un point de vue qui était consensuel en France. Une approche commune, c'est-à-dire cette idée où nous pourrions nous mettre autour d'une table et définir une position commune franco-roumaine c'est une idée qui serait sympathique, mais qui me paraît très naïve, en ce sens qu'il n'y a pas pour le moment de position française en ce qui concerne l'avenir de l'Europe et que la France, comme d'ailleurs la plupart des pays membres et des pays candidats n'a pas d'idée très précise de son intérêt dans cette affaire. Tout simplement, notre pays, comme d'autres, a accepté de s'engager dans un exercice nouveau qui est intéressant, celui de débattre publiquement, en essayant d'y associer la population, sur ce que nous pouvons attendre de l'avenir de l'Europe. Mais ce débat il est ouvert. Alors j'essayerai de vous dire ce qu'il en ressort au stade actuel.

Avant de rentrer dans le vif du sujet, je voudrais vous dire deux mots pour vous indiquer – c'est le minimum d'honnêteté – quel est le point de vue à partir duquel je parle. Je suis secrétaire général et vice-président, d'ailleurs, de ce qu'on appelle un *think-tank* non pas français, mais européen, qui a été créé en 1997 par Jacques Delors, qui est une toute petite association de droit privé, avec une dizaine de personnes et qui essaye d'élaborer des idées et des propositions qui seraient de nature à faire avancer les progrès de l'intégration européenne un peu partout en Europe et qui essaye de s'adresser à tous

ceux qui en Europe s'intéressent à l'avenir de la construction européenne. Pour ne citer que quelques exemples, alors «Notre Europe » n'a pas une théorie européenne à vendre, mais essaye de faire avancer des idées très pratiques, je voudrais en citer simplement trois exemples pour les illustrer: nous sommes à l'origine de ce qui avait été appelé «la proposition Delors », qui émanait d'un groupe d'amis européens qui se réunit autour de Jacques Delors et qui consistait à dire, à l'occasion des dernières élections européennes : il faudrait que les partis européens saisissent cette occasion pour désigner leur candidat à la présidence de la Commission. Ce serait une façon à la fois de donner plus de légitimité démocratique à la Commission et de donner un contenu plus concret qu'actuellement à l'élection du Parlement européen. Nous sommes également à l'origine d'une idée qui est maintenant communément admise, celle que la fonction exécutive dans l'Union Européenne nécessite probablement maintenant que l'on distingue entre la formation Affaires générales du Conseil européen, celui qui pilote l'agenda communautaire et la fonction Affaires étrangères, qui a maintenant d'autres choses à faire du fait de l'existence d'une politique étrangère et de sécurité commune. Nous sommes enfin à l'origine, plus récemment, de l'idée de la création d'Eurojust, c'est-à-dire d'un groupement de magistrats européens, chargé d'organiser la coopération judiciaire en matière pénale, ce qui peut être à la fois la lutte contre le crime organisé ou la lutte contre le terrorisme et d'être le pendant judiciaire de la coopération policière qui se déroule au sens soit de l'Europol, l'office policier européen, soit de l'Eulaf, l'office anti-fraude de l'Union Européenne. Voilà le genre d'idées que «Notre Europe » met sur la table pour que, un peu comme des bouteilles à la mer, en espérant que d'autres s'en emparent pour les relayer. Donc, je ne suis pas un officiel, je suis le représentant d'une association privée, ce qui me permet d'être libre dans mon langage et surtout je n'exprime aucun point de vue officiel français.

Première chose: où en est le débat en France? Je le ferai en deux parties: dans les élites et dans la population. Le débat sur l'avenir de l'Europe est récurrent et ancien. Dans les élites il a connu des moments assez forts, notamment au moment de l'appel qui a beaucoup marqué la France de deux parlementaires allemands, qui appelait la France à relancer le processus d'intégration à la veille de l'élargissement en constituant un noyau dur entre la France et l'Allemagne. La réponse de la France n'avait pas été claire et cela a

laissé une très grande perplexité dans les élites françaises qui disaient mais, l'Allemagne a des projets et nous sommes incapables de répondre. Tout ceci est un peu derrière nous, mais je vais reprendre très rapidement l'historique de l'évolution du débat dans les élites à partir de la séquence qui nous a conduit, après le Conseil européen de Nice, à ouvrir un grand débat sur l'avenir de l'Europe qui se traduit par la convocation d'une Convention sur l'avenir de l'Europe qui est une instance très originale, où l'on mêle à la fois la Commission des représentants des gouvernements, des représentants du Parlement Européen, des représentants des parlements nationaux, des observateurs du Comité Economique et Social et du Comité des Régions et également qui se fixe pour objectif d'alimenter un débat ouvert avec ce qu'on appelle la société civile, qui est un concept pour le moins un peu flou. Cette Convention sera suivie d'une Conférence Intergouvernementale et doit déboucher sur un nouveau texte qu'adopterait le Conseil européen et que tout le monde a plus ou moins convenu maintenant d'appeler Constitution. Je vais revenir sur l'ensemble de ces termes.

Alors comment est née la genèse de cette idée dans les élites? Moi, je suis obligé de rendre hommage à mon président. Donc le départ a été en janvier 2000 : un article retentissant de Jacques Delors dans le journal *Le Monde*, qui a suscité beaucoup de réactions en France et dans toute l'Europe. Jacques Delors, dans cet article disait : nous ne pouvons plus continuer à élargir l'Union Européenne. Elargir cela veut dire deux choses : à élargir sur le plan géographique en accueillant de nouveaux adhérents et à élargir sur le plan des compétences, c'est-à-dire à élargir les compétences communautaires dans le champ politique en parlant de politique étrangère, de politique de sécurité, en parlant d'espace intégré de liberté, de sécurité et de justice. Nous sommes de plus en plus nombreux, nous traitons de plus en plus de choses et des choses de plus en plus politiques et nous continuons à faire comme si les institutions qui ont été créées il y a à peu près 50 ans, pour permettre à 6 pays, qui étaient très proches et qui avaient des problèmes très similaires, de réaliser un Marché Unique qui est allé vers un espace économique intégré. Nous ne pouvons plus continuer à faire comme si ces institutions étaient adaptées. Il nous faut absolument approfondir, remettre en chantier la construction de ce que Jacques Delors appelle la Maison Commune. Je dois faire un commentaire : dans tout ce débat qui a été repris, à aucun moment les douze pays candidats actuels n'ont

été rendus responsables des difficultés nouvelles pour l'Union Européenne. Si, en tout cas, pour Jacques Delors et beaucoup de ses amis en Europe l'impact de l'élargissement à venir consistait à dire : nous avons déjà à 15 des problèmes que nous ne sommes pas en mesure de régler. Déjà à 15 cela ne fonctionne pas du tout et c'est notre problème. Nous sommes en phase d'un élargissement d'une ampleur absolument nécessaire et d'une ampleur qui dépasse ce que nous avons fait jusqu'à présent, cela rend les choses encore plus urgentes. Nous avons d'ores et déjà des problèmes que nous ne sommes pas en mesure de résoudre. Jacques Delors, à plusieurs reprises dans des conférences publiques, a pu déclarer : les choses ont commencé à l'occasion du dernier élargissement, c'est-à-dire de l'élargissement à la Suède, à l'Autriche et à la Finlande. Et Jacques Delors rappelle en disant : j'ai déjà dit, à ce moment-là, que la Maison Commune construite pour 6 ne pouvait pas abriter 15 Etats membres et je n'ai pas été écouté par le Conseil Européen parce que Monsieur Helmut Kohl voulait qu'on ait un signe politique rapide, nous n'avons pas fait ce qui devait être fait à ce moment-là dans le passé, il devient de plus en plus urgent de le faire. Donc ce n'est à aucun moment un report de la charge de l'apport vers les candidats actuels à l'Union Européenne.

La deuxième des choses que disait Jacques Delors dans cet article c'est le fait que nous ne pouvons pas faire comme si la seule règle de l'Union Européenne c'est d'aller vers toujours plus d'intégration dans tous les domaines. Nous devons respecter l'identité des Etats membres, nous devons rendre plus clair qui fait quoi et c'est à cette occasion qu'il a rappelé cette formule extrêmement ambiguë sur laquelle on pourra revenir : « l'Europe doit prendre la forme d'une fédération d'Etats-nations », ce qui veut dire une chose et son contraire, c'est-à-dire nous devons respecter l'existence des Etats, qui est une forme politique non dépassable dans l'esprit de Jacques Delors, avec le fait que nous constituons un objet politique nouveau qui est au-dessus des Etats. Enfin, dernière chose que disait Jacques Delors dans cet article, qui a prêté à un début de polémique qui n'a pas été bien reçu dans les pays candidats, comment peut-on résoudre ce dilemme entre l'approfondissement nécessaire de la construction européenne et son futur élargissement au 12 pays candidats. Et Jacques Delors répondait en substance en séparant les deux choses, en disant que d'une part, il faut élargir et, que d'autre part, il faut approfondir. Elargir veut dire, dans son esprit : nous ne réussiront pas à faire à 25, à 27, peut-être

demain à 30 ce qui était dans les Traités de Maastricht et d'Amsterdam. Nous devons nous poser la question que voulons-nous faire, que pouvons-nous faire ensemble – c'est la question fondamentale et nous devons l'aborder de façon réaliste. De ce point de vue – il l'a redit à plusieurs reprises depuis – l'Union élargie doit être un espace de paix et de sécurité qui défende son modèle et assure sa paix par des moyens autres que la force. Deuxième des choses, nous devons constituer un cadre de développement durable qui concilie la liberté du marché avec l'expression de toutes les formes de solidarité entre les catégories sociales, les générations et les autres zones dans le monde. Dernier objectif, disait et continuait dire Jacques Delors, cet objectif d'une Union élargie doit constituer un espace d'échange pour des valeurs auxquelles chacun de nos pays est attaché et que nous devons échanger dans le respect de la diversité de chacun. Si nous faisons ceci, disait à plusieurs reprises Jacques Delors, nous aurons fait de l'Union Européenne un modèle de gouvernance dont les historiens du XXI^e siècle diront c'est l'Europe qui a su inventer ce dont le monde avait besoin pour répondre aux défis que représentent la globalisation économique ou la mondialisation, si vous voulez l'appeler ainsi. Mais, ajoutait-il, tout ceci peut apparaître un peu comme un retrait par rapport aux objectifs très ambitieux des Traités de Maastricht et d'Amsterdam, il faut donc que la poursuite de l'approfondissement puisse se faire. Comment ? Par la constitution d'une avant-garde ouverte qui entraîne progressivement les autres et qui fasse progresser l'intégration européenne vers de nouveaux domaines. Il a été immédiatement accusé de tas de choses désagréables, avec des comparaisons qui empruntaient beaucoup au monde du football : c'est-à-dire qu'au sein de l'Union Européenne il y a une première et une deuxième division, plusieurs pays candidats ont dit : mais nous ne voulons jouer un rôle en deuxième division. Jacques Delors n'avait jamais dit qu'une avant-garde ouverte c'était uniquement les Etats membres actuels ou certains Etats membres actuels. Il avait été, comme souvent, d'une totale ambiguïté dans ce domaine. Il avait dit : je ne parlerai plus de la question de l'avant-garde ouverte, mais vous verrez qu'un jour la question sera rouverte. Si ce point vous intéresse l'on peut y revenir dans le cadre du débat.

Sur la base de cet article il y a eu un premier train de réactions un peu partout en Europe, de gens qui disaient oui, la question de l'avenir de l'Europe élargie est posée, il y a eu des réactions en France, des réactions internationales, j'ai en tête notamment une

réaction, un article co-signé Frédéric Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, il y a eu une réaction de Johannes Raul, le président de la République Fédérale Allemande, bref le débat a commencé à se développer. Il s'est surtout développé, pour être honnête j'ai rendu à Jacques Delors ce que je lui devais, à partir d'un autre discours fondateur qui a été, en mars 2000, le discours de Joschka Fisher à l'Université Humboldt de Berlin, où Joschka Fischer a fait un pas considérable vers ce qu'on pourrait appeler la fédération d'Etat-nations en commençant à réintroduire dans le discours politique allemand le discours de la nation, ce qui était un bouleversement en Allemagne, «nation» était un mot tabou en Allemagne. Joschka Fisher a réintégré ce terme dans son discours en disant que lui aussi voyait l'avenir de l'Union Européenne comme un équilibre, une tension entre une organisation fédérale et la permanence des nations européennes et il en déduisait certaines idées que je ne vais pas détailler sur comment organiser l'architecture future de cette Europe. A partir du discours de Joschka Fisher on avait fait développer cette fois-ci un débat extrêmement riche dans toute l'Europe dans lequel sont intervenus beaucoup de leaders d'opinion et pratiquement tous les chefs d'Etat et de gouvernement, qu'il s'agisse de Tony Blair dans son discours de Varsovie, qu'il s'agisse de Giuliano Amato qui a publié plusieurs articles et un article commun avec Schroeder, qui lui aussi a pris position, a fait prendre position le SPD, les trois premier-ministres des pays du Bénélux séparément, puis ensemble ont indiqué quelle était leur vision de l'avenir de l'Europe. Bref, le débat s'est ouvert spontanément tout au long de l'année 2000 et s'est développé avec une très grande richesse. Je n'ai pas le temps de le résumer ici, nous pouvons en parler là aussi si vous le souhaitez. Mais un débat d'une très grande richesse, qui faisait apparaître une très grande diversité de positions, mais dans lequel personne, et ceci j'insiste, personne ne disait que son point de vue était arrêté. La question des finalités de l'organisation institutionnelle, des objectifs de l'Union Européenne élargie ainsi était ouvertement posée avant même que le débat ne soit officiellement lancé.

Troisième étape de l'ouverture récente de ce grand débat sur l'avenir de l'Europe est son lancement officiel. Après ce sommet de Nice, sous présidence française, qui a laissé un mauvais souvenir aux participants, un sommet raté dans lequel se sont étalées les divergences, le refus de concession des 15 Etats membres actuels sur des questions relativement secondaires, qui étaient ce qu'on appelait les *left-overs* d'Amsterdam, c'est-

à-dire la composition de la Commission, la pondération des voix au Conseil etc. Ceci a donné lieu à une discussion très tendue, des solutions incompréhensibles pour des gens normalement constitués et un très grand sentiment d'amertume. Sur ce fond d'échec du Conseil européen de Nice, ont été lancées trois choses : d'une part, beaucoup de commentateurs à l'époque ont oublié de dire que malgré tout le dernier viron qui pouvait s'opposer à la réalisation de l'élargissement était levé, que désormais dans le Traité de Nice, pour autant qu'il soit ratifié, il était indiqué combien chaque Etat aurait : de voix au Conseil, de parlementaires européens, des représentants à la Cour des Comptes, au Comité Economique et Social et bref, tout était prêt pour les accueillir et la porte était grande ouverte à l'élargissement, plus aucun obstacle institutionnel ne s'y est présenté – c'est quand même un résultat qui était important, même s'il était acquis dans la douleur.

La deuxième des choses c'est que dans une certaine indifférence des chefs d'Etat et de gouvernement a été adoptée une Charte des droits fondamentaux, dont le statut n'était pas très clair, qui résultait des travaux d'une première Convention associant parlementaires européens, nationaux, représentants des gouvernements et de la Commission et donc la question qui se posait était de savoir si elle devait être incluse ou non dans les Traités. Cette Charte a été dans l'opinion – je vais passer maintenant à ce qui s'est passé dans la population française – immédiatement bien comprise et plébiscitée et perçue comme un résultat positif. Enfin, une déclaration annexe, qui est celle sur laquelle se sont prononcés beaucoup de commentateurs et surtout je dirais la société civile, française en tout cas, puisque je vais parler surtout de la France, qui était une déclaration qui posait 4 questions et qui annonçait que sera réunie une Convention sur l'avenir de l'Europe selon des modalités qui seraient à déterminer par la présidence belge. La présidence belge a fait un travail remarquable, a adopté la Déclaration de Laeken, a convoqué la Convention et nous en sommes là, le débat est ouvert sans que, à ce stade, les gouvernements n'aient défini des positions, sans que, à ce stade, un pays comme la France n'ait défini une vision très claire de son intérêt. En gros, aucune des grandes questions qui se posent n'est résolue, un des parlementaires européens français membre de la Commission, Olivier Duhamel, qui est un constitutionnaliste connu, a lu attentivement la Déclaration de Laeken et a listé 65 questions. Cela fait beaucoup, elles sont toutes ouvertes et sur elles personne n'a des réponses exhaustives à ce stade. En

gros, on fait confiance à une méthode innovatrice, qui s'oppose aux anciennes Conférences Inter-gouvernementales où l'intérêt des Etats membres s'exprimait directement par la voix de leur diplomatie.

Le lancement de la Convention et la phase préliminaire a été l'occasion d'une tentative dans beaucoup d'Etats membres, ici, en Roumanie, en France également, d'associer la population au débat sur l'avenir de l'Europe. En France, je dirais, il y a deux échéances importantes : une qui était prévue, une autre qui l'était moins. Celle qui était prévue c'est que les autorités françaises ont très vite décidé de lancer, avant la Déclaration de Laeken et avant le Conseil européen de Laeken, un débat national sur l'avenir de l'Europe, en laissant ouvertes toutes les questions. Débat national dont l'organisation était confiée au ministre des Affaires européennes, Pierre Moscovici, qui avait décidé d'organiser, dans toutes les régions, 22 forums régionaux auxquels étaient invités à participer la société civile, les parlementaires, les élus locaux, des représentants des syndicats, des représentants des associations réunis sur l'initiative des préfets sous une forme assez large. Cette phase de grand débat national était prévue pour s'achever avant le sommet de Laeken, de façon à éclairer les autorités françaises sur leur position en ce qui concerne les orientations de la future Convention. Ce dispositif devait être animé par un collège de 10 personnalités, présidé par Guy Braibant et dont j'ai été désigné rapporteur, conjointement avec un journaliste spécialiste des questions européennes, Philippe Lemaître. C'est donc quelque chose qui a duré 6 mois au total et qui s'est déroulé un peu en catastrophe, un débat qui n'a pas eu vraiment le temps de se nouer. Mais quand même en 6 mois nous estimons que nous avons rencontré entre 25.000 et 50.000 personnes et que beaucoup ont pu s'exprimer. Nous avons reçu des centaines de contributions qui émanaient d'individus, de groupes, des syndicats, des Eglises. Nous avons dépouillé tout ça pour essayer de rendre un rapport sur ce que les Français pensent de l'Union Européenne. J'attire votre attention sur le fait que 50.000 personnes, c'est beaucoup, mais ce n'est pas vraiment un débat populaire, 50.000 personnes c'est ce qu'on réunit à une finale de Coupe de France dans un stade une seule fois. C'est beaucoup, mais c'est peu en même temps. Mais toujours est-il qu'on a eu le sentiment que beaucoup de gens cherchaient à s'exprimer et avaient envie de s'exprimer. Qu'est-il sorti de ce débat national sur l'avenir de l'Europe ? D'une part, le fait que, d'une certaine façon, les

Français que nous avons rencontrés étaient en avance sur leurs responsables politiques. Les responsables politiques abordent l'avenir de l'intégration européenne avec beaucoup de crainte et de réticence. Nous craignons que l'Union Européenne n'absorbe petit à petit toutes nos compétences et devienne un ensemble lointain qui amène à la disparition du fait national. Le point de vue des Français que nous avons entendus ce n'était pas du tout celui-là : les Français n'ont pas peur de l'Europe, ils n'ont pas peur de l'intégration et tout ce que nous avons entendu était : nous voulons plus d'intégration européenne, nous voulons que l'Europe fasse plus dans le domaine de l'harmonisation sociale, de la protection environnementale, de la sécurité alimentaire, maritime. Nous voulons plus d'Europe dans tous les domaines et, ce qui nous était dit d'une façon indirecte, c'était : « nous n'avons pas peur du tout de perdre nos identités », comme quoi les citoyens ont compris ce que les hommes politiques ont plus de mal à comprendre, c'est que nous avons tous des identités multiples et que ces identités multiples sont parfaitement compatibles. On peut être attaché à sa famille, à son village, à sa région, à son pays et à l'Union Européenne et que tout ceci, pour des individus normalement constitués, peut se vivre très bien sans qu'on ait peur forcément qu'une de ces allégeances politiques ne chasse les autres. Donc une demande de progression de l'intégration européenne, de la part des gens que nous avons rencontrés, qui s'est confirmé ultérieurement à l'occasion du passage à l'euro. Le passage à l'euro est quelque chose qui terrifiait non seulement des responsables politiques français, mais également des responsables politiques dans les douze pays de la zone euro. Un des meilleurs intervieweurs français me disait : « j'ai essayé de voir des hommes politiques le jour du passage à l'euro et j'ai eu personne, sauf le malheureux Pierre Moscovici qui était payé pour ne pas dire non, mais tous les autres avaient tellement peur de ce qui allait se passer qu'ils n'ont pas voulu venir ». Les Français ont joué à l'euro comme à un jeu. Donc première constatation, les Français n'ont pas peur de l'Europe et de plus d'intégration européenne. Mais, on a vu énormément de demandes qui disaient : nous voulons plus de régulation. Nous voulons que l'Europe ne nous laisse pas seuls et qu'elle nous protège en quelque sorte contre les risques. La première chose que nous avons entendue partout, systématiquement, c'est que l'Europe est une construction trop économique et ne s'est pas assez développée dans le sens social. Nous souhaitons que l'Europe soit une construction plus sociale, nous ne souhaitons pas

qu'il y ait un modèle social unique, nous ne souhaitons pas perdre la sécurité sociale française, nous ne souhaitons pas que les syndicats français deviennent comme les syndicats allemands, nous ne souhaitons pas etc. Mais nous souhaitons qu'il y ait quelque chose qui ressemble à un Code du travail européen, nous souhaitons – parmi les idées qui ont été reçues – qu'il y ait un contrat de travail européen, même s'il n'est pas très précis. Nous souhaitons, d'une certaine façon, qu'il y ait des règles du jeu en Europe qui laissent nos systèmes sociaux originaux, nous ne demandons pas d'harmonisation ou d'unification des systèmes sociaux, mais nous demandons qu'il y ait des règles qui expriment le fait que sur le plan social tout ne soit pas permis en Europe. La même demande s'exprimait en matière de sécurité sous toutes ses formes : nous voulons que l'Union Européenne fasse quelque chose pour protéger l'environnement, nous voulons qu'elle fasse quelque chose pour améliorer la sécurité maritime, pour améliorer la sécurité alimentaire, nous voulons là aussi plus de régulation. Nous ne voulons pas un ensemble ouvert à tous les vents, où tout est permis.

La dernière des choses, surtout c'est les jeunes qui ont manifesté ce désir que l'Europe ait une puissance plus affirmée dans le monde et intervienne de façon plus décisive pour résoudre les crises dans lesquelles ses valeurs étaient menacées. Les jeunes, en France et dans toute l'Europe, ont été beaucoup traumatisés par les différents conflits en ex-Yougoslavie et ce qui avait pu apparaître à une époque comme une certaine forme d'impuissance européenne.

Voilà en gros, ce n'est pas plus précis ce qui est sorti de nos concitoyens. Ce n'est pas un projet constitué et notamment sur les institutions : faut-il un président à l'Europe, faut-il une Constitution européenne, quel rôle donner à la Commission – toutes les grandes questions qui sont posées par la Déclaration de Laeken. Nous avons eu de contributions intéressantes de beaucoup de professeurs de droit, mais dans les débats auxquels nous avons participé les gens n'y sont pas venus, sauf sur deux points: le premier point c'était pour dire: nous considérons que la Charte fait partie des Traités et en gros les Français ne comprendraient pas qu'elle ne soit pas intégrée ; le deuxième point étant : les hommes politiques ont parlé d'une Constitution pour l'Europe, cela est une bonne idée, nous voulons une Constitution pour que les choses soient claires, même si le terme de Constitution est un peu ambigu. Par contre, pas de projet institutionnel précis. Et

tout s'est passé et c'est ce que nous avons écrit dans notre rapport, comme si c'était un renvoi de balles. Les autorités politiques françaises ont eu la gentillesse de nous consulter, de nous demander ce que nous voulions pour l'Europe, nous donnons des indications, mais nous rappelons aux mêmes responsables politiques que c'est à eux d'élaborer un projet et nous attendons un projet politique que nous, en tant qu'opinion, ne sommes pas en mesure d'exprimer. Voilà, en gros, ce qui ressortait de ce que nous avons écrit, nos conclusions du débat sur l'avenir de l'Europe en France.

La consultation qui n'était pas prévue sur l'avenir de l'Europe cela a été les élections présidentielles françaises qui viennent de s'achever. La France est entrée dans une période intermédiaire d'incertitude en ce sens que nous savons qui est le président de la République Française, mais nous ne savons pas encore quelle majorité il va trouver au Parlement, puisque les élections à l'Assemblée Nationale ont lieu au début du mois prochain. Ces élections ont été un coup de tonnerre, un bouleversement profond, Jacques Delors parle d'un mai '68 à l'inverse, l'expression d'un trouble profond dans la société française dont nous n'avons pas fini de digérer les questions qu'il nous pose, mais par rapport au sujet qui nous y est indiqué, je vais dire quelques mots de commentaire. On a assisté à une mise en cause directe des forces politiques traditionnelles. Le candidat à l'issue du premier tour des élections présidentielles françaises, le candidat qui s'en est le mieux sorti, Jacques Chirac, a réuni 13,5% des voix du corps électoral, si on déduit les abstentions. L'autre candidat institutionnel fort qui était le premier-ministre a réuni beaucoup moins et n'était même pas présent au deuxième tour de l'élection présidentielle. Beaucoup de gens se sont portés sur des forces de contestation dure : de l'Europe, pas de l'élargissement, personne n'a parlé de l'élargissement, de la façon dont la France est, de la politique qui devrait être menée. La France se replie sur elle-même ; conséquence: au programme du Front National c'était «la France se retire si je suis président de la République, disait Jean-Marie Le Pen, la France dans un premier temps quittera l'euro et reprendra son bon vieux franc et se désengagera de l'Union Européenne pour, éventuellement, se réengager sur d'autres formes de coopération, mais là où la France aura repris son indépendance et sera redevenue la France. Vous connaissez ce qui s'est passé au deuxième tour des élections présidentielles françaises, ce qu'on a appelé dans notre logorrhée un sursaut républicain, le candidat du Front National n'a pas fait

plus de voix au deuxième tour plus qu'au premier tour et Jacques Chirac a été élu avec 80% des suffrages exprimés et un taux d'abstention faible et a été le président de la République le mieux élu dans toute l'histoire de la République Française, après le jugement de défiance qui a été porté au premier tour. Donc la France respire, le pire a été écarté, nous nous sommes retrouvés. Il reste que ce que nous avons senti, ce que nous avons dit à l'époque du débat sur l'avenir de l'Europe et nous avons écrit dans notre rapport : attention, nous avons rencontré des gens qui pensent ce que j'ai essayé de résumer tout à l'heure, mais il est clair qu'il y a une autre France et celle-là nous ne l'avons pas rencontrée. Qui nous rencontrons dans nos réunions publiques, comme celle-ci, d'aujourd'hui, comme celle que nous avons organisée en province en France ? Nous rencontrons des gens qui s'intéressent, qui ont le temps de passer une matinée dans une salle plus ou moins officielle, nous rencontrons des gens que la question intéresse et qui sont assez déterminants, qui ont un niveau culturel compris entre Bac-2 et Bac+2, c'est-à-dire des gens qui sont bien intégrés dans la société et qui pensent que ce jeu européen est un jeu dans lequel ils sont gagnants. Mais, nous avons déjà dit, nous n'avons pas rencontré l'autre France, c'est-à-dire des gens qui ont peut-être un point de vue différent. Les élections présidentielles françaises ont manifesté de façon éclatante que cette autre France avait peur, mais il n'est pas facile de dire de quoi. Je peux essayer de vous le dire, mais c'est une interprétation personnelle : peur de tout. Peur de l'internationalisation, peur de la mondialisation, peur de l'Europe en ce sens qu'elle apparaît comme un cheval de Troie de la mondialisation pour beaucoup et beaucoup de gens se disent : vous nous amenez vers un monde dans lequel nous perdons nos repères, tout se décide sans nous, nous avons le sentiment que tout est fait pour la liberté des échanges, le capital, les grandes entreprises et nous, nous voyons les licenciements, les concentrations d'entreprises, nos élus nous mentent, nous avons l'impression que notre destin nous échappe et que vous nous aviez engagés dans un jeu dans lequel nous sommes perdants. Et en ce qui concerne l'Europe, le message c'était, me semble-t-il très clairement, si l'Europe doit être le relais de la mondialisation et ne nous propose pas quelque chose de différent, nous ne voulons pas de cette Europe-là. Donc cette autre France s'est exprimée d'une façon qui nous impose d'y être attentifs. Vous avez vu depuis que ce n'est pas un phénomène qui est propre à la France et que dans beaucoup d'autres pays des choses

comparables, même si elles ne sont pas identiques, se sont manifestées, que ce soit avec un peu partout l'apparition de mouvements de droite plus ou moins durs partout, en Italie, au Danemark et aux Pays-Bas. Donc quelque chose d'inquiétant qui travaille les sociétés européennes actuelles.

Si j'essaye de dresser un bilan rapide de ce débat, il faut encore que je dise qu'est-ce qu'il ressort de tout ce débat. Premier point : il n'y a pas de refus en soi de la poursuite de l'aventure européenne. L'aventure européenne c'est à la fois la poursuite de l'intégration et l'élargissement de l'Union Européenne. Partout dans les débats auxquels nous avons participé on a parlé d'élargissement avec des représentants des pays candidats, qu'il s'agisse des ambassadeurs ou qu'il s'agisse de certains ministres – votre ministre des Affaires étrangères a participé à un forum à Besançon –; la plupart, ils sont intervenus, ils ont été applaudis, et nous n'avons pas entendu de gens qui disaient : nous sommes hostiles à l'élargissement à qui que ce soit. Sauf dans le cas de la Turquie, qui est un sujet extrêmement polémique en France et dans d'autres sociétés européennes. Donc, il n'y a pas de refus en soi de la poursuite de l'aventure européenne. Il y a une très grande confiance, une très grande attente dans la Convention. La Convention, aussi bien dans les élites que dans ce que nous avons pu consulter de la population, cela apparaît comme la bonne méthode pour élaborer les bonnes propositions. Les gens ont spontanément confiance, ils attendent les résultats d'une façon ouverte. Cela fait ressortir également, dans le débat surtout des élites, un très grand attachement à la spécificité de la nation française et de ce qui fait sa cohésion, d'où le succès de la formule extrêmement ambiguë de la «fédération d'Etats-nations » qui est maintenant consensuelle dans tout l'arc politique français. Tout le monde s'y est rallié, Jacques Delors en est parfois très fier et parfois pas content. Une demande très nette d'affirmation d'un modèle social européen et de l'affirmation d'un équilibre très spécifique entre le libéralisme économique et la solidarité sociale, je n'insiste pas, imposant également, exprimé de façon têtue, de protection contre tous les risques liés à la mondialisation en matière sociale, en matière de protection de l'environnement, en matière de sécurité sous toutes ses formes, je dirais.